

**Lettre ouverte à la haute attention du Premier ministre
Centrafricain Monsieur Elie DOTE.**

Monsieur le Premier ministre,

Nous, étudiants Centrafricains au Maroc, unis au sein de l'Union des Elèves, Etudiants et Stagiaires Centrafricains au Maroc (UESCAM), venons par la présente nous entretenir avec vous sur les problèmes nous concernant.

En effet, nul ne peut ignorer le rôle décisif que joue la formation dans le processus de développement durable d'un pays. Conscient de cette réalité, le gouvernement centrafricain fait partir chaque année des boursiers dans plusieurs pays étrangers dont le Maroc pour se former.

Cependant, nous constatons malheureusement que, depuis quelques années, la situation de l'étudiant Centrafricain à l'étranger et particulièrement au Maroc, ne cesse de se dégrader.

En effet, depuis l'an 2003, le gouvernement centrafricain, n'a jamais mis les titres de rapatriement à la disposition des étudiants ayant fini leur formation au Maroc. Egalement, en trois ans, un seul trimestre de bourse a été versé, non pas à tous les boursiers, mais à une minorité, soit une moyenne d'un mois de bourse par ans.

Le 14 Juillet 2005, un des nôtres en la personne de MOKPEM Jean Jacques, que Dieu ait son âme, était décédé deux jours après son hospitalisation à l'hôpital Avicenne de Rabat car il ne disposait d'aucun moyen financier pour payer ses soins.

Malgré tout cela, nous sommes restés dans un mutisme total pendant trois ans, en renonçant à toute forme de pression sur le gouvernement afin de lui laisser le temps de remettre la machine économique en marche. Hélas, rien n'a évolué et nous sommes toujours abandonner à nous mêmes.

Voilà les tristes réalités que vivent les étudiants Centrafricains au Maroc et que même la situation difficile de l'économie centrafricaine ne peut expliquer. Et pourtant, l'action gouvernementale que vous conduisez depuis plusieurs mois (assainissement des finances publiques, la relance du secteur minier, agricole et forestier, la lutte contre la corruption...) et qui mérite nos applaudissements, produit déjà ses fruits. Les sources officielles font état d'un gain mensuel, en terme de recettes fiscales,

variant entre 500 et 800 millions de FCFA depuis janvier 2006. A cela s'ajoutent les aides et prêts accordés par la BEAC et les pays amis tels que la France, la Chine...

En dépit de cette amélioration de la situation financière de notre pays, les conditions et la qualité de vie des étudiants Centrafricains au Maroc ne cessent de devenir précaires et la galère reste cependant le seul sort qui leur est réservé.

Monsieur le Premier ministre, si le gouvernement est capable de payer, de manière plus ou moins régulière les salaires, pourquoi ne le fait-il pas autant pour nos bourses ? Une chose est claire, au-delà des discours politiques, le gouvernement que vous dirigez a décidé de tourner le dos à la jeunesse estudiantine centrafricaine au Maroc, ce qui ne constitue en aucun cas un facteur d'encouragement et d'espoir. Les difficultés que nous cumulons depuis plusieurs années, avec leurs conséquences funestes sur nos études sont intolérables et il est temps que le gouvernement fasse quelque chose pour nous.

Par conséquent, nous en appelons unanimement au gouvernement pour modifier son comportement vis à vis des étudiants Centrafricains au Maroc. ***Le gouvernement centrafricain doit respecter ses promesses en procédant immédiatement au paiement des trois années d'arriérées de bourse à tous les boursiers et en mettant les titres de rapatriements à la disposition des étudiants ayant fini leur formation, pour leur permettre de rentrer au pays retrouver leurs parents et mettre ensuite, leurs connaissances au service du développement socioéconomique de la République Centrafricaine.***

Nous espérons vivement que cet appel lancé au gouvernement sera entendu et que dorénavant, chaque étudiant Centrafricain, vivant au Maroc ou ailleurs, sera vu non pas comme un problème, mais plutôt comme une ressource potentielle, indispensable pour le développement durable de notre pays et qui mérite d'être préservée et entretenue.

Très haute considération.

LE COMITE EXECUTIF.